Extrait de notre Lettre d'information numérique

LA LETTRE N°52

JUILLET-AOUT 2020

Vigilance

Halte à la déconstruction de l'histoire de France

En lien avec la mobilisation américaine contre le racisme, le débat agite une frange de la société française qui souhaite « déboulonner » les statues. Le cas de celle de Faidherbe à Lille est exemplaire.

Ce général qui s'illustra durant la guerre de 1870-1871 en commandant les armées républicaines du Nord face aux armées prussiennes mais qui participa aussi comme l'ensemble des militaires français de la Troisième République aux conquêtes coloniales est aujourd'hui condamné par « la profondeur de ses atrocités ».

Cette remise en cause de notre histoire ne s'arrête pas à la période coloniale, les vandalisations de stèles sur Bir Hakeim, mais aussi de statues liées à la Seconde Guerre mondiale sont désormais fréquentes.

Face à cette situation, il nous appartient d'abord de rappeler une réalité. Contrairement à ce qu'écrivent de nombreux historiens « Enlever des statues, ce n'est pas effacer l'histoire », nous pensons qu'en effaçant la mémoire, on efface l'histoire pour le plus grand nombre (mais pas pour les élites culturelles auxquelles s'adressent trop souvent les historiens).

Deux exemples le démontrent.

D'abord celui d'Haïti, cette nation s'est spécialisée dans le « déchoucage » des monuments. En clair, après chaque période politique (et en Haïti elles sont nombreuses puisque 84 présidents, rois ou empereurs se sont succédés depuis 1804) les statues sont déboulonnées. La conclusion est simple – la nation haïtienne bat tous les records d'instabilité politique et d'analphabétisme. Et cela a un lien – l'absence d'enracinement dans l'histoire rend impossible l'émergence d'élites politiques.

Ensuite celui de l'occupation. En 1940, les autorités d'occupation allemande ont détruit un certain nombre de monuments (exemple le monument d'hommage aux combattants noirs à Reims) puis ont exigé des autorités de Vichy la livraison des monuments réalisés en « bronze ». Ces autorités ont été chargées de « choisir » les monuments à livrer. Aujourd'hui la majorité des monuments supprimés n'ont pas été remplacés et la mémoire a oublié ceux à qui la Troisième République avait rendu hommage et que les autorités du gouvernement dit de Vichy avaient décidé de supprimer.

Car il faut le rappeler, la grande période d'érection des statues sur nos places publiques fut celle de la Troisième République. La « statuomania » fut un instrument pour donner aux Français une même histoire. Les statues étaient le prolongement des héros que les enfants découvraient dans leur manuel « Lavisse ». C'est par ces manuels, et c'est par ces statues qu'ils sont devenus Républicains.

Aujourd'hui nous « déboulonnons » Faidherbe et Schoelcher, héros de la Deuxième et la Troisième Républiques. Demain, cela sera le tour des héros de la Résistance et des combats de la France Libre ?

La France est une nation Mémoire. Les Français partagent ou doivent partager une histoire commune. Le Souvenir Français est l'instrument créé sous la Troisième République pour épauler le gouvernement afin de réussir ce partage de l'histoire.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le détricotage de l'histoire partagée des Français. Aujourd'hui comme hier, Le Souvenir Français s'opposera de toutes ses forces à cette vague de vandalisme mémoriel. Restons fiers de notre histoire.

Le contrôleur général des armées (2s) Serge BARCELLINI, président général du Souvenir Français